

<http://www.econospheres.domainepublic.net/Midi-d-Econospheres-no16-La-greve>



# Midi d'Éconosphères n°16 : La grève, le pain et les roses

- Archives Textes -

Date de mise en ligne : mardi 11 février 2014

---

Copyright © Econosphères - Tous droits réservés

---

**Il y a eu « tournant néolibéral ». Cela ne souffre pas discussion. Mais : « tournant », aussi, dans le mouvement ouvrier ? Là, plus ancien, il se cherche à nouveau. La grève en est un révélateur.**

C'est naturellement une question à poser à des étudiants en sciences économiques, en première année, histoire de réveiller l'auditoire : la grève, est-ce ou n'est-ce pas un phénomène économique ? C'est moins simple qu'il n'y paraît. Balancée sur un plateau télé, la réponse entamera un tango avec l'art de l'esquive propre à ce médium et fusera avec une élégance toute photogénique : bonne question !

On peut, lorsqu'on a le temps et le goût pour ce genre d'exploration, se tourner vers les dictionnaires spécialisés pour un avis autorisé. Aussitôt, cela se complique. Chez De Boeck, *L'économie en 100 et quelques mots d'actualité*, sans cesse réédité, la grève n'existe pas, elle est hors champ. Dans le Hatier, son *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, un autre classique, elle a par contre sa rubrique, sous le label « conflits collectifs », ce qui n'est qu'à moitié rassurant. En passant de la notion de grève à celle du conflit social, autre sobriquet convenu, on court le risque du jargon. Il y a toute une littérature sur le conflit social (voire pire : sur la conflictualité sociale) mais, là, cela passe par-dessus de la tête de la plupart. La grève, tout le monde connaît, le conflit social, cela fait très cercle fermé.

## Record inquiétant

Mais, coupons court. Sur le site de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), la grève est régulièrement à l'affiche. En mai 2013, par exemple, l'inquiétude était à son comble : « *Record inquiétant des jours de grève au 1er semestre 2012* », titrait le site, en soulignant que le fait ne manquera pas « *d'avoir un impact négatif sur l'attractivité de la Belgique aux yeux des investisseurs étrangers, comme il ressort du Â« Baromètre 2012 de l'attractivité belge Â» établi par Ernst & Young. La puissance syndicale y est pointée comme dissuasive pour 35% des répondants en Wallonie, 16% en Flandre et 7% à Bruxelles.* »

Là, avec un minimum de jargon et d'un coup, on apprend beaucoup de choses. Primo, que la grève n'est guère appréciée par les investisseurs étrangers (l'éventualité qu'ils se détournent de la Belgique est cause de cauchemars dans les hautes sphères). Secundo, qu'il existe un baromètre où la grève fait office de clignotant. Tertio, que la « puissance syndicale » joue sur cette scène un rôle plutôt rébarbatif. Last but not least : la preuve, si besoin était, que la grève est bien un phénomène économique. La FEB n'est pas une association socio-culturelle et ce sont là des jours non travaillés qui s'inscrivent en négatif dans le compte des entreprises, autant de sous en moins, autant de bénéfices perdus, etc. Appelez cela, avec les amateurs de décroissance, simplicité volontaire ou sobriété heureuse, c'est ce qui s'affiche à la dernière ligne du bilan ou du produit intérieur brut : la grève fait décroître la croissance. Donc, fait économique, qui a toute sa place dans cette rubrique « décodante ».

Le réseau Éconosphères ne s'y est pas trompé en invitant, le 23 octobre, Mateo Alaluf et Jan Buelens à décoder comment le fait économique et social de la grève a été métamorphosé par Â« le carcan de la compétitivité Â». La mue a en effet été pour le moins radicale. En 1972, ainsi, l'économiste et ancien syndicaliste Charles Levinson pouvait sans crainte d'être contredit affirmer, dans une perspective très keynésienne, que « *Les grèves ou menaces de grève, en tant que phase finale d'un processus dynamique, ont largement stimulé le progrès économique.* » [1].

Aujourd'hui, il suffit d'ouvrir les pages de son quotidien pour comprendre que l'analyse de Levinson n'a plus cours. La grève est de façon croissante considérée comme un coût. Pour certains, la fragmentation et l'internationalisation des entreprises rendent même cette pratique revendicative inadéquate et inefficace.

## Économie et conscience

Alaluf, bien connu de ces colonnes, est sociologue ; Buelens, spécialisé dans le droit du travail, est juriste : les attaques contre le droit de grève sont, depuis le tournant évoqué ci-dessus, devenues monnaie courante. Le premier, dans une de ses chroniques du prêt à penser [2], situe un tournant lors de la « grève du siècle » de 1960-61, d'une part en ce qu'elle signalait l'élargissement du mouvement ouvrier en direction des employés, étudiants, universitaires et fonctionnaires, catégories jusque-là assez absentes des luttes sociales et, d'autre part, en citant René Piron, président des métallurgistes FGTB de Liège en 1990, pour caractériser cette évolution : « *Avant, la conscience de classe était celle des ouvriers ; à présent, elle est devenue celle des possédants.* »

C'est que la grève n'est pas que fait économique. Elle est aussi, et peut-être d'abord, conscience collective d'une nécessité de progrès. En 1902, la Belgique « débrayait » massivement pour le suffrage universel. Peu avant, 1886, à la première « fête » du 1er mai, aux États-Unis, le mouvement prenait des allures de grève générale - et c'était pour exiger la journée des huit heures comme maximum tolérable. Peu après, 1912, États-Unis encore, c'est la célèbre insurrection dans l'industrie lainière avec, à sa tête, en majorité, des ouvrières. Leur mot d'ordre est entré dans l'histoire. Sur les banderoles : « *Nous voulons du pain et des roses aussi.* » [3]

Dans son survol des grèves 1993-2005 en Belgique, le regretté Michel Capron relève que, dans l'industrie, seuls 15% des arrêts de travail collectifs portaient sur le « pain » (un meilleur salaire), autant pour des faits de licenciements abusifs et, à peu de choses près (20%), en protestation contre les conditions de travail, tandis que 50%, une grève sur deux, avaient pour motif des restructurations, des fermetures voire des délocalisations, donc pour préserver l'emploi, la possibilité de mener une existence, de ramener un gagne-pain. Les « roses » ne sont plus à l'agenda. Les grèves revêtent en majorité depuis le « tournant », note Capron, un caractère défensif. [4] Ceci explique cela.

## Marchandages...

Mais, pour reprendre l'analyse d'Alaluf, la grève a donc pris des formes élargies, englobant d'autres et de nouvelles catégories sociales. A cela, une raison. Fragmentation et déficit de solidarité nonobstant, on doit noter un phénomène de salarisation généralisée à laquelle manque encore une carte d'identité sociale. En Belgique, note Alaluf, les salariés constituent désormais 85% des actifs [5]. En France, c'est plus frappant : « *la part des salariés dans l'emploi total* », note l'économiste Michel Husson, « *est passée de 64% en 1949 à 94% en 2007* » [6].

Pour le dire autrement, le fait socio-économique de la grève, en tant qu'organiquement fondée dans le salariat (et son rôle dans la formation de la plus-value, l'excédent qui pilote l'économie de marché), a plus que jamais partie liée avec sa fonction émancipatrice, à savoir la possibilité, pour les travailleurs, d'être autre chose qu'une marchandise : ce sont, encore et toujours, les roses que revendiquaient les ouvrières de 1912.

Ce n'est pas gagné d'avance. Les employeurs disposent d'une armée de juristes et d'agents de maîtrise, d'une liberté d'action financière quasi totale pour leurs choix de redéploiements stratégiques et d'innombrables relais dans les sphères politiques et médiatiques. Le travailleur, à peu de choses près, n'a que la grève, suspendre

collectivement sa participation au marché du travail. C'est une autre manière de condenser l'affaire.

L'historien suédois Jan Myrdal a synthétisé cela par un aphorisme qui boucle pour ainsi dire la boucle. Dans les grèves, dit-il, les travailleurs « *mettent à l'épreuve leur force et font l'apprentissage de leur puissance réelle.* » C'est en de tels moments que devient manifeste le fait que « *la propriété n'est qu'apparence et que le vrai pouvoir réside dans le peuple.* » La grève est rupture, elle déchire une vision de l'économie pour en montrer une autre.

*Post-scriptum :*

*Article paru dans la Revue Politique n°82, novembre-décembre 2013*

---

[1] Charles Levinson, « Le contre-pouvoir multinational. La riposte syndicale », Seuil, 1974.

[2] A paraître sous peu, réunies, aux éditions Couleur livres sous le titre valant programme « Contre la pensée molle ».

[3] Vivement remémoré dans la fresque de Paul Mason, « Live Working or Die Fighting », Vintage Books, 2007.

[4] Michel Capron, « La conflictualité en Belgique entre deux grèves générales », La revue nouvelle, juin 2006.

[5] Interview in « Bouger et changer, une utopie réaliste » de Delphine Dumont, FAR/D'autres repères, décembre 2012.

[6] Michel Husson, « La part salariale n'a jamais été aussi basse », Economie politique n°42, avril 2009.